

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 novembre 2004

Original: français

**Lettre datée du 16 novembre 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer des récents événements survenus en Côte d'Ivoire et de vous demander de bien vouloir soumettre à la décision du Conseil de sécurité les requêtes qu'ils inspirent au Gouvernement de Côte d'Ivoire.

Le samedi 6 novembre 2004, un accident, dont les circonstances restent à élucider et les responsabilités à déterminer, a coûté la vie à huit militaires français de la force Licorne et un civil américain et occasionné les blessures d'une trentaine de militaires français de la force précitée.

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement et le peuple de Côte d'Ivoire vous prient de bien vouloir adresser à nouveau, en leur nom, leurs condoléances au Gouvernement français et aux familles éplorées, leurs vœux de prompt rétablissement aux blessés et l'assurance de leur sympathie aux familles de toutes les victimes de cet accident.

La mémoire des disparus, l'honneur des survivants français de cette catastrophe et celui des forces de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire commandent que soient établies, impartialement, les conditions dans lesquelles cet accident est survenu et déterminées, de la même manière, les responsabilités engagées. La justice de toute sanction des fautes ayant causé ce douloureux événement ne peut être qu'à ce prix!

Dans ce sens, le Président de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement et le peuple de Côte d'Ivoire vous sauraient gré des mesures qu'il vous plaira de faire prendre pour la prompte conduite d'une enquête internationale indépendante sur cet accident.

Malgré ces incertitudes et, forte de la présomption de responsabilité des forces de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire, la force Licorne a, sur ordre exprès du Président de la République française, détruit avec des armes de guerre, au sol, à l'aérodrome de Yamoussoukro et cinq minutes après l'accident, les deux avions militaires ivoiriens réputés être à l'origine de celui-ci.

Elle tire, au même moment, sur un autre avion ivoirien en phase d'atterrissage sur le même aéroport. Elle blesse le pilote et des civils à bord de cet appareil. Celui-ci est gravement endommagé.



À Abidjan, elle saccage à la hache quatre avions militaires ivoiriens parqués qui n'ont par ailleurs participé à aucune activité aérienne ce jour là. Elle détruit à la roquette une batterie anti-aérienne inactive et tue, à l'occasion, deux militaires ivoiriens.

Elle s'en prend même aux appareils civils de commandement du Président de la République de Côte d'Ivoire, deux Grumman, symboles eux aussi de la souveraineté de mon pays et prêtés, quelques jours plus tôt, à des responsables politiques français, membres du parti au pouvoir, pour une tentative avortée d'exfiltration des deux journalistes français otages des terroristes en Iraq.

Ces premières mesures de violence de la France en Côte d'Ivoire appellent de la part de mon gouvernement les remarques suivantes :

1. Dénommées représailles par les plus hautes autorités françaises, elles sont seulement inspirées, pour l'heure, par l'intime conviction desdits responsables que les conditions d'exercice de leur droit à la légitime défense se trouvaient déjà réunies. Cette conviction n'est encore fondée ni sur quelque irrécusable preuve du caractère délibéré de l'accident en question ni sur l'établissement impartial des responsabilités qui y sont engagées. Elle est marquée au coin d'un parti pris a priori. Elle est partielle.

2. Conduites en totale autonomie par la force Licorne et délibérément excessives, elles ne s'inscrivent ni dans le cadre du soutien à l'ONUCI ni dans celui de l'intervention dictée par les conditions de sécurité qui, tous deux, sont prescrits à ladite force par la résolution 1528 (2004) du Conseil de sécurité. Elles gagneraient en lisibilité et compréhensibilité si elles étaient strictement incluses dans le mandat de l'ONUCI. Ce qui emporterait le placement de la force Licorne sous le commandement opérationnel de l'ONUCI.

3. L'origine non française des matériels irrémédiablement abîmés rend la particulière sauvagerie de ces actions suspecte de trouver sa source dans une partialité française de plus en plus évidente. Celle-ci serait notablement atténuée, voire annihilée, si la mesure suggérée ci-dessus était promptement prise.

4. Constitutives d'atteintes inamicales à l'honneur et à la souveraineté d'un État bénéficiaire de la contribution de la France à la restauration de son intégrité territoriale, ces actions devraient appeler excuses de la France et réparations des préjudices par celle-ci.

La nouvelle de ces destructions s'étant répandue, des jeunes gens et filles, civils et non armés, prennent d'assaut la rue pour constater les faits à Abidjan et manifester leur effroi.

À l'aéroport d'Abidjan et à Cocody, notamment, sur l'esplanade de l'hôtel Ivoire réquisitionné par la France et aux abords de la résidence du chef de l'État, les tirs réputés de sommation des éléments de la force Licorne font des dizaines de morts et des centaines de blessés. Le motif de protection de ressortissants français et étrangers, qui ne sont d'ailleurs pas menacés en ces lieux, se transforme en raison de carnage de pacifiques manifestants.

Ces tueries délibérées, qui ne participent guère du maintien de l'ordre, ne s'inscrivent pas non plus dans le mandat fixé par l'ONU. Elles doivent faire l'objet d'une enquête internationale que je vous serais reconnaissant de faire prescrire et conduire.

En outre, elles ajoutent à la conviction, répandue dans la population ivoirienne, de la partialité française dans la résolution de la crise en Côte d'Ivoire, le sentiment de la déconsidération de la force Licorne pour la vie de jeunes Ivoiriens.

Le retour de cette force dans ses cantonnements et son intégration dans l'ONUCI ramèneraient le calme à Abidjan et rassureraient les Ivoiriens sur l'impartialité formelle des forces engagées en Côte d'Ivoire sous le mandat de l'ONU.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour appeler à nouveau votre attention sur la nécessité d'entamer, résolument et sans délai, le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants pour permettre la poursuite, dans un environnement politique et social apaisé, de la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires inscrits dans les accords de Linas-Marcoussis et Accra III.

Il convient de souligner, à cet égard, que sur les textes en attente d'adoption, quatre ne sont pas encore soumis à l'examen du Gouvernement par les Ministres de la communication, de la justice et de l'intérieur, issus, pour la plupart, des Forces nouvelles. Il s'agit des textes relatifs aux médias, à la nationalité, à l'identification et à la composition de la Commission électorale indépendante.

Enfin, votre appui formel au projet de soumission à référendum de l'amendement suggéré à l'article 35 de la Constitution ivoirienne permettrait de préserver la constitutionnalité de cette révision en l'inscrivant dans le cadre de l'opportunité qu'ouvrira un processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion entamé au plus tôt tous moyens réunis.

Je vous saurais gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire publier cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Philippe **Djangoné-Bi**